

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Déclarations de bonnes intentions

Dernièrement, les dirigeants mondiaux ont multiplié leurs déclarations à l'appui d'une issue favorable du Cycle de Doha; cependant, d'autres signes indiquent que même si les chefs d'État et de gouvernement du G-20 s'engagent fermement à mener le Cycle à bon terme, cette réunion ne constituera pas le point tournant qui est tellement nécessaire pour paver la voie à la conclusion des modalités pour l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). La raison en est que l'économie mondiale continue de tomber en vrille, ce qui, comme le craignent d'aucuns, permettra à des pays de faire des déclarations de bonnes intentions sans devoir se préoccuper outre mesure de la nécessité de tenir leurs engagements lorsque cela sera nécessaire.

La croisade de M. Lamy pour le Cycle de Doha

La semaine dernière a produit un bilan mitigé pour le directeur général, M. Pascal Lamy, qui fait le tour du monde pour faire entendre la nécessité de conclure le Cycle de Doha, dans le cadre d'un plan visant à relancer l'économie mondiale.

Les dirigeants européens qui se sont réunis à Berlin en prévision de la prochaine conférence des chefs d'État et de gouvernement du G-20, qui se tiendra à Londres, se sont engagés à réaliser, en priorité, une percée à l'égard du PDD au cours des prochains mois. Les observateurs commerciaux conviennent qu'il s'agit d'une bonne indication que les chefs d'État et de gouvernement du G-20 réitéreront qu'il s'impose de conclure le Cycle de Doha lorsqu'ils se retrouveront de nouveau à Londres le mois prochain.

Le DG a également reçu quelques signes encourageants des États-Unis, particulièrement du président Barack Obama qui a donné l'assurance, dans le discours sur l'état de l'Union, que les États-Unis collaboreront avec les pays du G-20 afin de rétablir « la confiance dans le système financier et éviter la possibilité que le protectionnisme s'intensifie ». M. Obama a même déclaré que son gouvernement s'efforcera de mettre fin aux « paiements directs aux grandes entreprises agroalimentaires qui n'en ont pas besoin ». Divers analystes ont estimé que cette réduction des paiements agricoles pourrait se situer dans une fourchette de 10 à 16 milliards de dollars sur dix ans.

Cependant, agissant en contradiction avec ces déclarations encourageantes, le gouvernement Obama a de nouveau retardé la confirmation de M. Ron Kirk comme représentant au Commerce des États-Unis. Les sources qui connaissent bien le processus d'examen du Cabinet américain déclarent à présent que l'audition pourrait avoir lieu le 5 mars, ce qui retarderait d'autant l'implication des États-Unis dans les pourparlers techniques qui s'imposent pour faire avancer les questions prêtant à controverse, notamment le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) et les initiatives sectorielles dans le cadre des pourparlers sur l'AMNA.

En outre, les trois organismes américains qui sont le plus profondément impliqués dans les pourparlers commerciaux, en l'occurrence la National Association of Manufacturers, la American Farm Bureau Federation et les Coalition Services Industries, exhortent le président Obama à adopter une position ferme contre la conclusion du Cycle de Doha sur la base de ce qui se trouve actuellement sur la table. Dans une lettre qu'ils ont fait parvenir à la Maison-Blanche le 24 février, les trois organismes affirment que les textes actuels sur les modalités révisées « auraient produit un résultat fortement déséquilibré », et qu'il ne faut, par conséquent, pas les considérer comme « la base pour faire progresser les négociations »; ils ajoutent par ailleurs que « le Cycle de Doha ne peut aller de l'avant, voire réussir, jusqu'à ce que les textes soient révisés de façon à aboutir à un résultat équilibré et à de plus grandes ambitions de la part des pays en développement avancés ».

« Il est tout simplement impossible de reprendre les négociations au point où nous les avons laissées. À moins que tous les participants importants reconnaissent que le Cycle doit procurer de la réciprocité, de l'équilibre et de l'ambition, nous ne voyons pas comment on pourrait réaliser un progrès significatif. Ce n'est pas encore le cas, et il n'existe à l'heure actuelle rien sur quoi fonder une autre conférence ministérielle et nous ne pensons pas non plus qu'on devrait se hâter d'en organiser une. Au lieu de cela, nous vous exhortons à vous concentrer sur des pourparlers techniques comportant des échanges de points de vue, afin d'examiner les possibilités de parvenir à un plus grand équilibre », ont écrit les trois organismes.

Le DG est également confronté à une certaine résistance de la part du gouvernement du Japon, qui a répété son exigence d'obtenir un plus grand pourcentage de lignes tarifaires dans la catégorie des produits sensibles. Le Japon, à l'instar du Canada, a réclamé un pourcentage plus élevé de lignes tarifaires que celui qui avait été proposé par le président des négociations sur l'agriculture, M. Crawford Falconer. Les Japonais ont besoin d'environ 8 % pour couvrir leurs produits sensibles, alors que le texte révisé sur le projet de modalités du 6 décembre 2008 n'accordait que 4 % des lignes tarifaires, avec en option 2 % supplémentaires qui seraient assujettis à des paiements supplémentaires. M. Lamy a certes pris acte des sensibilités du Japon, mais il a prévenu qu'il n'y a « rien de gratuit à l'OMC ».

Ce qui inquiète le plus M. Lamy, c'est la possibilité que l'Inde se tourne vers le protectionnisme à la suite de ses prochaines élections générales. Selon les sondages qui s'y sont tenus, les élections générales qui doivent commencer en avril aboutiront probablement à un gouvernement de coalition de gauche, qui pourrait être davantage enclin à mettre en place des mesures protectionnistes au lieu d'une libéralisation du commerce. Si tel est le cas, rares sont ceux qui prévoient que l'Inde fera preuve d'une quelconque flexibilité lors des négociations sur le MSS et les initiatives sectorielles en juillet prochain.

Négociations sur l'AMNA

Lors de la réunion sur la transparence de l'AMNA du 27 février, les membres ont donné leur aval à la proposition de leur président de faire avancer le travail technique. Les fonctionnaires ont déclaré que des pourparlers se sont également déroulés à propos de l'offre faite par l'UE d'abandonner sa proposition sur les taxes à l'exportation, à l'égard desquelles elle est en lutte permanente avec l'Argentine, si les membres acceptent d'envisager le texte de juillet 2008 comme base pour de futures négociations; l'Argentine a fait savoir clairement, à maintes reprises, qu'elle ne peut accepter ce texte comme la base pour les prochains pourparlers.

Les pourparlers du côté de l'AMNA sont plutôt lents et très vagues. Pour l'instant, aucun pays n'a avancé de proposition qui pourrait contribuer à faire progresser les négociations.

Prochains événements

- Réunion des chefs d'État et de gouvernement du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)